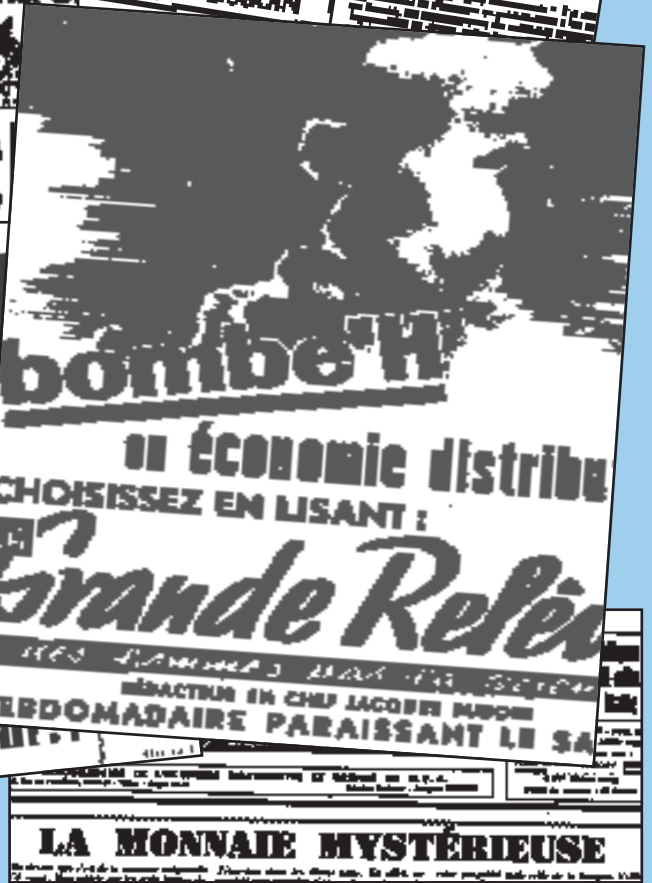
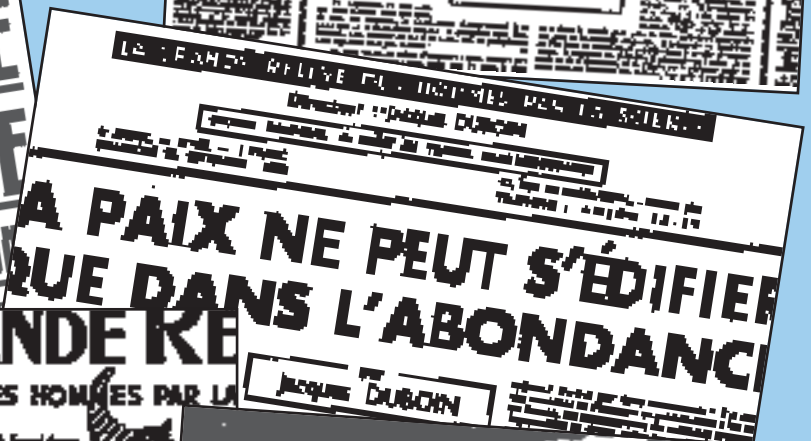


LA GRANDE RELEVÉ

des hommes par la science

a soixante ans



N°949-spécial soixantenaire - novembre 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE

*les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,
(16) 1 30 71 58 04*

**La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !**

◇ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).

Une petite brochure à diffuser largement.

◇ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◇ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◇ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**

60 ans de lutte

En ce mois d'octobre 1995, La Grande Relève fête son soixantième anniversaire.

*C'est, en fait, en 1934, alors que la grande crise née en 1929 aux États-Unis frappait durement la France, que Jacques Duboin, entouré de quelques amis, fonde ce qu'on appelle alors une ligue (on dit aujourd'hui une association ou un mouvement), la "**Ligue pour le Droit au Travail et le Progrès Social**" qui publie sous forme d'affiche un bi-mensuel intitulé **le droit au travail** dont nous avons retrouvé un exemplaire du premier numéro.*

* * *

*Pour donner une plus grande audience à cette ligue, Jacques Duboin crée en octobre 1935 **La Grande Relève des hommes par la science**, reprenant ce titre à un livre qu'il vient de publier. Il y pose les premières pierres de ce qui va devenir la proposition de l'économie distributive.*

Quinzaine après quinzaine, puis semaine après semaine, la Grande Relève passe l'actualité au fil de sa critique. Les collaborateurs de Jacques Duboin viennent des horizons les plus divers : le physicien Paul Langevin, l'agronome René Dumont, l'architecte Le Corbusier, le biologiste Jean Rostand, le professeur d'économie Étienne Antonelli, les ingénieurs Jean Maillot, Lucien Perruche, le chroniqueur scientifique Albert Ducrocq, le cinéaste André Hunebelle, le comédien Robert Manuel et tant d'autres. Chacun apporte son point de vue, son témoignage, ou ses chiffres, à l'appui de la thèse.

* * *

Pour marquer cet anniversaire, nous nous étions d'abord proposé de reproduire quelques articles commentant les événements qui ont marqué ces soixante dernières années. Mais en relisant la collection du journal, nous avons été tellement frappés par son actualité, celle de ses éditoriaux en particulier, que nous aurions voulu les reproduire tous ! Nous avons décidé de mettre l'accent sur les premiers numéros, ceux qui ont précédé la guerre 39-45, parce que ces années présentent (hélas !) de grandes analogies avec la période que nous vivons : crises en tous genres (sociales, économiques, morales,...), xénophobie, réveil des idéologies fascistes, exacerbation des nationalismes,...

* * *

*Dès sa création la Grande Relève explique que la crise est la première manifestation du fait que, grâce aux machines, **la capacité de production dépasse la capacité d'achat**. Notre système économique étant basé sur la rareté qui fait le profit, l'abondance devient l'ennemi numéro un, alors on s'efforce, dans tous les pays développés, de détruire des marchandises et de freiner la production, et on aboutit à ce scandale de **la misère dans l'abondance** dénoncé par La Grande Relève. Elle explique pourquoi les pays industrialisés adoptent alors une politique d'armements, et pourquoi, lorsqu'ils ne peuvent plus faire les profits qu'ils attendent, les milieux économiques et financiers ont besoin des dictatures pour perpétuer, fut-ce sous couvert de nationalisme, le vieil ordre économique.*

* * *

1939, Jacques Duboin avait vu juste. La guerre éclate, qui supprime les chômeurs en même temps que l'abondance, mais seulement pour quelques années. La Grande Relève cesse de paraître.

* * *

***Juin 1945** : en Europe la guerre est terminée, la Grande Relève reparaît. Dans son premier éditorial Jacques Duboin explique que, malgré les apparences, l'abondance est toujours potentiellement présente, et donc la "crise" à nouveau là !*

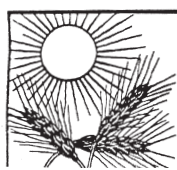
* * *

Grâce aux nouvelles techniques dont le développement s'accélère, la production a encore moins besoin de main d'œuvre. La Commission Européenne paie les agriculteurs pour mettre leurs terres en jachère. Les destructions de produits se font plus discrètement. On travaille à flux tendus. La redistribution ne parvient pas à réintégrer ceux que le système exclut. Les guerres se font par petites nations interposées...

Le premier numéro du bi-mensuel *le droit au travail.*, vendu (déjà) au profit des chômeurs, contient une lettre ouverte au Président du Conseil des Ministres (Gaston Doumergue à cette époque), qui reste d'une actualité saisissante. Nous en reproduisons l'essentiel :

1^{re} ANNÉE N° 1
(BI-MENSUEL)

VENDU AU PROFIT DES CHÔMEURS



le droit au travail



LETTRE OUVERTE à M. Gaston DOUMERGUE

Cette lettre, communiquée à 112 journaux de Paris et de Province, a été reproduite par **quatre** et citée par **sept**.

Sans commentaires !!

ACHETEUR, LISEZ CECI
Et vous ne regretterez pas
vos cinq sous
par Jacques DUBOIN

Celui auquel vous venez d'acheter ce journal est un homme comme vous. Il a probablement femme et enfants. Or il est dans la plus noire détresse, lui et les siens. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas de travail. Est-ce sa faute ?...

Si vous êtes de ceux qui considèrent les chômeurs comme des paresseux, trouvez-lui donc du travail !... Mais vous ne trouverez rien, entendez-vous !... **Personne n'a besoin de lui !**

Vous croyez peut-être que son dénuement est passager et que demain la chance le favorisera. **C'est faux.**

C'est faux parce que son travail n'est plus nécessaire. Il y a abondance de blé, ... de fruits, ... d'appartements vides. Certains inconscients disent même qu'il y en a trop alors que des hommes sont privés de tout.

Il y a abondance parce que le progrès permet de fabriquer toujours davantage avec toujours moins de main-d'œuvre.

Mais le progrès ne devrait pas permettre que des hommes dont le travail n'est pas utile soient condamnés à crever de faim et de froid, eux et leurs enfants.

... Demain ce sera peut-être votre tour... Alors faites campagne pour qu'on donne du travail aux jeunes et que les vieux aient les moyens de se reposer.

Et sachez bien que c'est possible, grâce à la science qui peut libérer tous les hommes de la plus grosse part de leur labeur, si les hommes savent s'organiser...

Lisez tous :

Ce qu'on appelle LA CRISE !!

et

La Grande RÉVOLUTION qui vient

par JACQUES DUBOIN

En vente partout : le volume de 224 pages, 5 francs

Monsieur le Président,

Les résultats que votre politique a obtenus depuis presque un an sont indiscutables : le commerce, l'industrie, l'agriculture n'ont jamais connu d'aussi mauvais jours ; les magasins n'ont plus d'acheteurs, le paysan ne vend pas son blé, le viticulteur ne sait où mettre son vin, tandis que, dans le même temps... les traitements et salaires s'amenuisent, le chômage augmente... la situation financière de la France, par le jeu des emprunts à jet continu, ne cesse de s'obérer... Allez-vous continuer ?...

Certes, Monsieur le Président, votre courage civique et votre bonne volonté ne sont pas en cause. Vous faites tout ce que vous pouvez, mais vous n'aboutissez à rien parce que vous tournez le dos aux réalités.

La production boude, dites-vous, il faut la revigorer. Cependant, si la production boude, ce n'est pas que les moyens lui manquent ; le problème, en ce qui la concerne, est résolu, car elle est équipée pour produire dix fois, cent fois plus qu'aujourd'hui.

Ce n'est donc pas la production qui a besoin d'être revigorée, c'est la consommation.

Or, Monsieur le Président, toutes les mesures de restriction que vous avez prises (car, affirment ceux qui vous conseillent, le train de vie de notre pays est trop grand) ont-elles créé des consommateurs, et des consommateurs solvables **qui sont les seuls à intéresser la production ?**

Evidemment non.

D'autres vous engagent à ralentir le progrès et même à revenir en arrière... Mais alors pourquoi, Monsieur le Président... inaugurez-vous chaque semaine des expositions où vous admirez et vantez les réalisations du génie humain qui, toutes, tendent à **produire davantage avec moins de travail ?**

Car c'est un fait, dont la constance lui a donné force de loi, qu'à toute **augmentation de la production correspond une augmentation de chômage** ; le chômage devient ainsi la mesure du progrès technique.

Et vous savez qu'**on n'arrête pas le progrès**, justement parce qu'il est le fruit de l'intelligence humaine dont les possibilités sont illimitées...

La confiance manque, avez-vous souvent dit. Même stimulée par un emprunt qui réussit, mais qui nous endette en capital et en intérêts, ou par

une hausse du marché boursier, elle n'est qu'un élément psychologique et artificiel qui ne donne pas de travail aux chômeurs et ne les nourrit pas davantage.

Comprenez donc, Monsieur le Président, que **l'humanité change de civilisation** : pendant les soixante siècles qui nous ont précédés, les hommes ont lutté contre la misère parce que les richesses étaient rares ; aujourd'hui, grâce aux progrès de toutes les techniques, les richesses débordent de partout : **c'est la civilisation nouvelle de l'abondance.**

Le problème que vous avez à résoudre est avant tout un problème d'organisation : d'un côté, des monceaux de richesses et des moyens d'en créer davantage encore ; de l'autre, des êtres humains que vous avez condamnés jusqu'à ce jour à se restreindre, à se priver comme si vous vouliez les punir de leur intelligence créatrice.

Faites cesser cette situation atroce...

Vous n'avez d'ailleurs pas à choisir, car... **tout ce que vous avez tenté pour rétablir la situation antérieure a échoué.**

... **De même que l'on distribue les vivres dans une ville assiégée, de même, il faut répartir le travail, devenu denrée rare, entre toutes les parties prenantes : plus le progrès technique se développera - et il ne faut apporter aucune entrave à son développement - moins pénible sera le travail, moins il durera et plus nombreux seront les loisirs.**

Si vous n'avez pas le courage de nous guider vers cette nouvelle civilisation dans laquelle quelques privilégiés ont à perdre, mais où tous les autres ont à gagner, vous serez, un jour prochain, rejeté par ceux-là mêmes qui vous ont appelé...

Et vous savez, Monsieur le Président, ... combien violente est la colère d'un peuple qui a faim ; et combien plus violente encore elle doit être quand le peuple sait que le pain qu'on lui refuse est à la portée de sa main.

Allez-vous continuer à laisser se développer la misère dans l'abondance ?

Veillez agréer...

a n n i v e r s a i r e s

C'est du 16 au 30 octobre 1935 qu'est daté le premier numéro de *La Grande Relève*.

C'est le 16 octobre 1945 que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO), première institution spécialisée des Nations unies, a reçu pour tâche de "nourrir la planète". Un demi-siècle plus tard, on compte quelque 800 millions de personnes toujours sous-alimentées. La situation s'est même dégradée. Et pourtant la production agricole a fait mieux que coller à la croissance de la population mondiale, puisque statistiquement, la production moyenne par individu, est passée de 2.300 calories au début des années 60 à 2.700 calories aujourd'hui.

C'est le 17 octobre 1987 que le Père Joseph Wresinski, qui avait fondé 30 ans plus tôt le mouvement ATD-Quart monde, a posé au Trocadéro une dalle portant cette inscription :

« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère,
les droits de l'homme sont violés.
S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »

1935

La Grande Relève

par l'Action et par la Science



N°1, 16 au 31 octobre 1935

A U L E C T E U R

... Tous ceux qui sont de notre avis devraient nous apporter leur collaboration. On ne sera jamais trop nombreux pour faire comprendre que "détruire des choses utiles aux hommes, et même les empêcher de les créer, c'est reculer les limites de la bêtise humaine".

JACQUES DUBOIN

Notre journal : La Grande Relève

La Grande Relève...était devenue une nécessité, en raison du recrutement intensif des membres de la Ligue, dont l'effectif enfla à une cadence des plus reconfortantes. Notre journal entend donc être le lien entre toutes ces bonnes volontés surgies de partout et impatientes de s'employer utilement; car chacun se rend bien compte aujourd'hui que les événements marchent plus rapidement que jamais et qu'il faut agir ou risquer de périr.

Dès ses premiers numéros, la *Grande Relève* choisit dans l'actualité certains faits et certains chiffres éloquentes à l'appui de ses thèses.

Le président Roosevelt ayant, dans un discours radio-diffusé de Milwaukee, le 24 août 1935, exprimé l'assurance que «la récente crise» était terminée, l'honorable Thomas R.Amlie, lui répondait deux jours plus tard, au Congrès des États-Unis, en montrant, chiffres à l'appui, l'échec du New Deal. Voici des extraits choisis dans cette réponse par *La Grande Relève* :

N°2, 1er au 15 novembre 1935

La destruction des richesses

Aux États-Unis, en 1934, trois millions de fermiers ont reçu du gouvernement 777 millions de dollars (11,5 millions de francs) pour ne pas ensemler 46.000.000 d'acres (18 millions d'hectares). En même temps, une enquête gouvernementale faisait ressortir que sur 5 enfants fréquentant les écoles, 2 étaient sous-alimentés.

Chômage

En août 1935 il y avait 12 millions de chômeurs

aux É-U. Vingt millions d'habitants y sont secourus et reçoivent 163 millions de dollars par mois, juste assez pour ne pas mourir de faim, et le pourcentage des maladies parmi les chômeurs est de 60 % plus élevé que parmi les travailleurs.

Inégalités

En 1929, année de prospérité, 144.000 personnes se partageaient un revenu total de 10 milliards de dollars, soit 70.000 dollars par tête. Le même revenu total était partagé par 47 millions d'autres, soit 213 dollars par tête.

Découpons quelques passages des premiers numéros de *La Grande Relève*, pour rappeler le style du journal dès ses débuts. Son "sottisier" est une collection de déclarations de hauts responsables ou de personnalités dont l'avis fait l'opinion :

N°2, 1er au 15 novembre 1935

SOTTISIER

« L'État veut consolider son équilibre. L'intérêt des commerçants est de comprendre : essayons d'arriver le plus vite possible à la fin de la crise, cette crise dont nous ne sortirons pas par des solutions de miracle, mais par des solutions de liberté. Je n'en connais pas de meilleures. »

É. Herriot

Contingentements, décrets-lois seraient donc des solutions de liberté ! Enfin, enfin...retenons l'aveu final. Informez-vous, Monsieur Herriot.

De l'Agence Radio : « Le jour où l'ouvrier a demandé la protection de l'État contre le chômage, il a cru acquérir de la sécurité. Il a abdiqué entre les mains de l'État, afin de se garantir contre certains risques et d'avoir la certitude du pain quotidien. Mais il est allé ainsi au devant d'autres risques. Risques financiers, par l'importance du déficit qui se creuse au budget de la nation. Risques monétaires, que fait apparaître la persistance même de ce déficit. Risques militaires,

enfin, qui naissent d'eux-mêmes de toute politique fébrile de réarmement. Le grand chômage qui a débuté en 1930-31 est donc en quelque sorte à l'origine du mouvement qui a fait surgir à travers l'Europe tant de casernes nouvelles et des nouvelles usines de guerre. En demandant sa subsistance à l'État, l'ouvrier sans travail a accru les droits que l'État exerçait déjà sur lui. La sécurité internationale n'y a rien gagné, et la paix du monde en a été rendue plus fragile. »

Ceci est plus qu'une sottise, c'est un raisonnement atroce. C'est le chômeur qui serait responsable de la crise ! Qu'attend-il pour crever puisqu'on a tort de donner des allocations de chômage !

De M.Jacques Rueff « Il faut être singulièrement aveugle pour s'étonner de la durée et de la gravité de la présente crise, alors que tout notre effort a tendu à l'entretenir et à l'aggraver en paralysant le mécanisme naturel des prix... C'est un mensonge flagrant — de la part de ceux qui accusent le régime libéral ou capitaliste de faillite — que d'affirmer la faillite d'un système par des arguments qui en démontrent a contrario et d'une façon péremptoire l'entière efficacité. »

Vive le libéralisme, la fin de la crise est en vue ! C'est bien cette politique qui continue, soixante ans après, et toujours avec le même succès.

N°3, 16 au 30 novembre 1935

SOTTISIER

La Chambre de Commerce de Rouen, dans ses délibérations de novembre 1935 a trouvé la solution au chômage et aux surproductions agricoles :

1° En vue de ramener la confiance, le **budget de l'État doit être équilibré...**

2° Les années de travail étant pour les salariés, limitées de 14 à 65 ans, les assurances sociales ne verseront la retraite, lorsque celle-ci aura atteint son taux normal, qu'au moment de la cessation de travail.

3° Une compression du coût de la vie doit être énergiquement poursuivie pour favoriser et accélérer le retour de la femme à la maison.

4° Les industries doivent retrouver une marche normalement bénéficiaire grâce aux ententes industrielles établies suivant le projet primitif présenté par les grands syndicats professionnels.

5° Une étude doit être faite, tendant à orienter vers les petites exploitations agricoles mises à leur disposition les familles de chômeurs de l'industrie, il faut adopter une politique de **retour à la terre** des populations atteintes par le chômage.

6° Poursuivre et développer les organisations de jardins ouvriers autour des cités industrielles.

Dans chaque numéro, un article ou un entrefilet fait état de quelque invention qui diminue le travail humain de production en citant des chiffres :

LES PROGRES TECHNIQUES

ET LEURS CONSÉQUENCES SUR L'EMPLOI

Bâtiment. Déclaration au cours d'un congrès d'ingénieurs civils : Pour extraire 30.000 mètres cubes de terre, il fallait, il y a cinquante ans, 4.000 hommes. Aujourd'hui, pour extraire ce même volume, il suffit de quatre hommes avec des machines.

Automobile. L'ancienne maison Mathis fabriquait 40 voitures par jour avec 4.000 salariés. Matford fabrique aujourd'hui 80 voitures par jour avec 2.300 salariés.

A comparer avec les chiffres d'aujourd'hui...

Jacques Duboin avait publié *Nous faisons fausse route*, quelques années plus tôt.
La Grande Relève annonce la publication d'un nouveau livre dont Joseph Dubois fait l'analyse :

N°3, 16 au 30 novembre 1935

En Route vers l'Abondance

Jacques Duboin vient de condenser en deux volumes sous un même titre le fruit d'une nouvelle année de travail et de réflexions. L'activité intellectuelle et l'énergie de l'auteur sont au service d'événements qui viennent chaque jour s'aligner sur la ligne fatale où il avait prévu qu'un implacable destin les conduirait. Voilà dix ans que Jacques Duboin a été pris irrésistiblement par sa vocation de prophète : les réalités, d'heure en heure plus pressantes, ne lui ont infligé aucun démenti. Ceci est remarquable dans une époque où tout le monde a **fait fausse route** et où l'erreur de l'un sert à excuser l'erreur de l'autre.

...La première partie consiste en une explication des phénomènes qui constituent l'ensemble de la crise mondiale... Il suffit à Jacques Duboin d'une cinquantaine de pages pour débrouiller l'écheveau de la crise et constater qu'il s'agit en réalité **du passage à une nouvelle civilisation**. Cette partie est écrite sous le signe du "pouvoir d'achat" : le monde s'est détraqué le jour où la production a pu augmenter en même temps que le chômage. C'est l'effondrement par la base de la pyramide des pouvoirs d'achat... Ainsi est apparu dans toute sa cruelle et indécente nudité économique et sociale un régime dont la formule est : **« Qui ne vend pas ne mange pas »**. Déjà l'État, ...qui porte à bout de bras la voûte de la société qu'il est chargé d'administrer, vacille sur ses bases financières et comptables et n'en prolonge la durée qu'à coups d'expédients.

La seconde partie contient une suite d'articles dont, dit l'auteur, *« quelques uns ont pu paraître »*. L'Œuvre et la République ont en effet ouvert leurs colonnes aux exposés

de Jacques Duboin. Les lecteurs de ces quotidiens retrouveront ces articles qui épousent au jour le jour tous les contours de la doctrine. Mais la lecture de ceux qui n'ont pas paru ou pas pu paraître sera, du fait de cette discrimination même, particulièrement suggestive...

On trouvera dans la troisième partie les éléments d'une "technique sociale" et des matériaux constructifs de la société de demain... Des aperçus très intéressants sont ainsi dégagés sur la société de loisirs et la société sans classes appelée à devenir le fait universel. Car l'humanité ne peut vivre que sous un régime à vocation universelle...

Dans la quatrième partie... « six lettres adressées à un cultivateur » l'auteur dégage les raisons profondes du malaise de la terre nourricière à qui le régime veut imposer ses consignes... destinées à sauver la "valeur" en permettant aux produits de satisfaire à l'obligation où ils sont de se vendre, condition sans laquelle ils cessent d'être réalités du régime. La doctrine de Jacques Duboin consiste à évoquer ces réalités au-dessus du régime et à les faire valoir par elles-mêmes...

Selon la clairvoyance et le degré d'intelligence des hommes sur eux-mêmes, les indispensables aménagements sociaux se feront dans la paix lucide d'un beau jour ou dans « l'horreur d'une profonde nuit ». Cette alternative témoigne de l'intérêt social et humain qui s'attache à la doctrine et à la pensée de Jacques Duboin. S'employer à les faire connaître c'est servir la seule cause qui soit véritablement commune : celle de tous les hommes.

Joseph DUBOIS

suivie d'un extrait du livre, dont ceci :

VOX CLAMANS IN DESERTO

Le régime économique, qui disparaît, a remarquablement résolu le problème de la création des richesses. Leur répartition fut le moindre de ses soucis. Il ne s'est jamais borné qu'à distribuer la possibilité de se procurer de l'argent. Ceux qui peuvent s'en procurer sont habilités à consommer, ceux qui ne peuvent pas sont exclus du régime.

Cependant, si la production des richesses précède tout naturellement la consommation, cette dernière, néanmoins, est indispensable pour qu'il y ait lieu à production nouvelle. De sorte que, si des millions d'êtres humains sont incapables d'acquiescer les produits déjà fabriqués, toute nouvelle production devient inutile, en ce sens qu'elle n'est plus payante pour les producteurs...

À l'époque la plus reculée de la préhistoire, l'homme pourvoit seul à sa nourriture ; il s'approprie une caverne ou construit sa hutte. Dès qu'il fait troupe avec ses camarades de misère, ceux-ci se divisent le travail et se partagent les aliments. À cette seconde, ils ont créé un système économique. Certes, celui-ci ne cessera pas de se développer, et surtout de se compliquer, au fur et à mesure que progressera la civilisation ; mais le but final est toujours le même : assurer le vivre, le couvert, le vêtement, l'éducation, les soins médicaux, bref le maximum de confort possible à tous ceux qui vivent dans ce régime économique. La preuve étant faite que tous les remèdes, pris dans le régime, ne

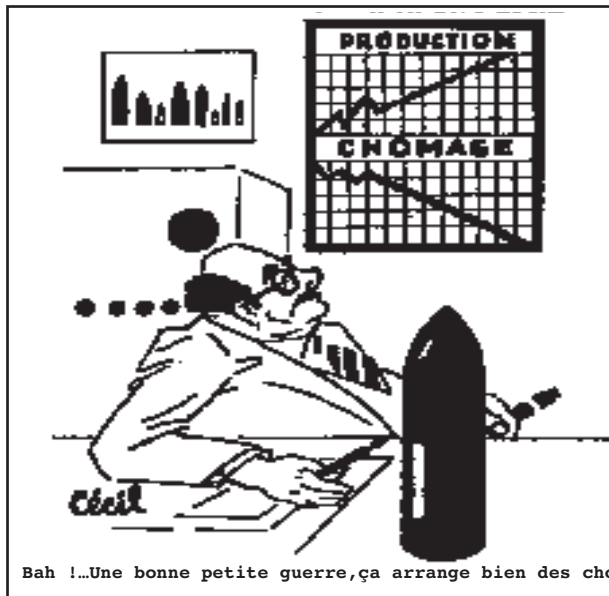
peuvent qu'aggraver les choses, qu'attendons-nous pour nous évader de ce régime? On guérit un malade, on ne ressuscite pas un mort.

...La richesse d'un pays se mesure à sa capacité de fournir des produits ou des services quand, où et comme les citoyens le demandent.

A toute augmentation des moyens de production doit correspondre une augmentation des moyens de consommation. La science, en relevant progressivement l'homme de son dur labeur d'autrefois, a doté l'humanité d'un patrimoine commun de civilisation dont tous les hommes doivent profiter puisque toutes les générations ont contribué à le constituer. Chacun d'entre nous doit, en effet, à ses prédécesseurs ou à ses contemporains, la meilleure part de ce qu'il a, et même de ce qu'il est. Ce patrimoine commun permet un affranchissement qui doit faire de la joie et non de la misère. Il suffit de répartir, entre tous, les tâches encore nécessaires et les loisirs heureux.

En conséquence, le droit aux produits et aux services doit être libéré de la considération du travail fourni, car si l'homme est sur la terre c'est pour vivre : il ne doit travailler que dans la mesure où son labeur est encore nécessaire.

La Grande Relève, dès 1935, alerte l'opinion sur l'accroissement du commerce du matériel de guerre. Un simple dessin suggère la raison profonde de cette politique d'armements :



Bah !...Une bonne petite guerre, ça arrange bien des choses.

Le commerce mondial en matériel de guerre vient d'augmenter sensiblement dans le courant de cette année... Si le chiffre d'affaires du dernier semestre (on est en novembre 1935) est le même que celui du premier, on aura une valeur d'exportation mondiale de matériel de guerre de 1,8 milliard de francs contre 1,44 en 1934 et 1,28 en 1933. Le pourcentage par rapport au commerce mondial est le double de celui de 1929.

Le prix des matières premières ont baissé de 57 %, mais ceux du matériel de guerre de 14 %... L'exportation anglaise de bateaux de guerre a triplé depuis 1934, celle d'avions de la France a presque doublé. Les avions ne représentaient que 20 % du commerce mondial de guerre en 1928 : ils en représentent maintenant 43 %...

Comment faire repartir les affaires ? Les soyeux lyonnais ont eu une idée géniale. Jacques Duboin en fait le sujet de son éditorial :

N°5, 16 au 31 décembre 1935

Les destructions de matériel

Après la destruction des métiers à tisser dans le Nord, les soyeux lyonnais se proposent d'en faire autant dans leurs usines, avec la complicité du gouvernement... Mécanisme de l'opération : les industriels vont augmenter d'une taxe spéciale leurs matières premières. Cette taxe servira à gager un grand emprunt avec lequel on achètera de l'outillage que l'on détruira ensuite *pour faire reprendre les affaires*.

Nous sommes à peu près les seuls dans la presse à dénoncer cet acte de folie qui augmentera la misère et qui ne donnera même pas aux industriels rescapés les profits qu'ils espèrent [...]. Les journaux de droite présentent l'opération avec un cynisme qui révolte.

Voici un passage que je découpe dans une longue étude qui paraît dans la presse lyonnaise : « Des gens s'opposeraient, dit-on, à la destruction du matériel ! Alors que l'excès de la production est la source du mal. Sans doute les entreprises qui ne trouvent plus l'équilibre de leurs affaires disparaissent, mais le matériel reste ; qu'il passe en de nouvelles mains ou qu'il passe à l'étranger, il continue à perpétuer le déséquilibre entre la production et la consommation... Il faut donc un organisme assez puissant pour acquérir le matériel et le mettre hors d'état de produire [...] ».

Le nom du journal qui ose tenir pareil langage ? Tenez-vous bien, chers amis, son nom est tout un poème : « LE SALUT PUBLIC ! » Oui, c'est au nom du salut public (sic) qu'on va détruire les richesses de la France.

Après les récoltes, l'outillage...

1936

La Grande Relève a suivi l'expérience du "New deal" de Roosevelt, aux États-Unis ; deux éditoriaux ont montré que l'expérience a été un échec, en ce sens que la reprise artificielle, éphémère, n'a pas empêché la croissance du chômage. En novembre, Roosevelt est réélu :

N°27, 16 au 30 novembre 1936

La triomphale réélection de Roosevelt

Le Président Roosevelt a été réélu avec un nombre de voix plus imposant encore que celui qui, il y a quatre ans, l'avait conduit à la Maison Blanche dans les circonstances tragiques que nos lecteurs connaissent bien.

Nous ne reviendrons pas sur sa politique, New deal, Nouvelle donne. Et, en effet, c'est bien le vieux jeu capitaliste qu'il n'a cessé de jouer, tout en donnant d'autres cartes aux partenaires. Dans ce but, il diminua les heures de travail, augmenta les salaires, détruisit une masse prodigieuse de produits alimentaires, dévalua la monnaie, etc. Et comme tout ceci était insuffisant pour que reprenne la partie, il se mit à distribuer des milliards de dollars pour donner une capacité d'achat à des consommateurs qui n'en avaient plus. Ces mil-

liards étaient obtenus par l'emprunt qui couvrait, tant bien que mal, un gigantesque déficit budgétaire. On réussit ainsi à ranimer la vieille économie mais, ô surprise ! si la production repartait en flèche, **le nombre des chômeurs restait le même**.

La preuve est donc faite, archifaite, que le vieux jeu capitaliste ne fait plus que des perdants, même si on redistribue les cartes. Je précise bien : **rien que des perdants**, car ce sont les capitalistes eux-mêmes, par la baisse du dollar et un endettement colossal, qui ont fait les frais de la reprise économique dont on nous rebat les oreilles.

C'est donc qu'il faut changer, non pas les cartes, mais les règles du jeu. Jacques DUBOIN

Pour la France l'événement politique le plus important de l'année 1936 est l'arrivée au pouvoir du Front Populaire. *La Grande Relève*, et notamment Jacques Duboin dans ses éditoriaux, met en garde le nouveau gouvernement contre la tentation de gérer l'économie de façon orthodoxe.



Il n'a pas été entendu.

Pas plus que nous ne l'avons été en 1983 quand nous avons édité la brochure *Sortir le socialisme de la crise* et averti le Parti Socialiste de ce qui l'attendait s'il s'obstinait à ne pas changer les règles économiques et monétaires.

On sait ce qu'il advint dans les deux cas.

N°13, 16 au 30 avril 1936

LA CAMPAGNE ELECTORALE

La campagne électorale bat son plein et certains s'étonnent de ne pas voir le «Droit au Travail» y prendre une part active. S'imaginerait-on que nous nous en désintéresserions ?

Mais toute notre action porte, on le sait, sur le terrain économique. Nous nous efforçons de **faire comprendre aux hommes de toutes opinions politiques que le problème économique est à la base de toutes nos difficultés**, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ; que ce problème exige une transformation profonde de toute la structure sociale dans les pays qui, comme le nôtre, sont modernement équipés.

Toute notre propagande n'a qu'un but : faire saisir au plus grand nombre la prodigieuse transformation que vient de subir, au cours de ces dernières années, la production des choses utiles aux hommes ; que cette transformation entraîne une nouvelle division du travail rendant inéluctable une nouvelle répartition des produits.

Que cette transformation doive avoir des répercussions politiques, qui en douterait ? Mais comment le faire admettre **tant que l'on n'est pas convaincu des causes exactes des désordres**, tant qu'il reste de l'espoir de ressusciter la

vieille économie ? ... Nous réclamons pour nous la liberté que nous laissons aux autres. C'est dire que nous sommes contre toutes les atteintes à la liberté de pensée et de réunion : bien décidés à intensifier notre propagande, nous votons donc contre le fascisme sous toutes les formes qu'il lui plairait de prendre. Nous sommes contre la destruction des produits utiles... Nous sommes contre tous ceux qui parlent de résorber le chômage autrement que pour une répartition des tâches encore nécessaires et des loisirs heureux.

Nos camarades estiment qu'aimer son pays ne consiste pas à haïr les autres. Nous sommes tous pour la paix que seul le régime de l'abondance peut apporter aux hommes en faisant disparaître cette nécessité de conquérir les marchés internationaux qui a toujours été la cause des conflits armés.

A plus forte raison encore sommes-nous contre les luttes de race ou de religion.

Mais nous combattons énergiquement quelques candidats se réclamant de l'abondance s'ils l'accrochent à leur façon pour les fins d'une politique qui lui est diamétralement opposée ... Jacques DUBOIN

N°15, 16 au 31 mai 1936

LE SENS DES ELECTIONS

Deux tours de scrutin devraient avoir permis aux électeurs de dire ce qu'ils veulent. On peut épiloguer à perte de vue sur le sens de la consultation populaire, mais tout le monde est d'accord pour reconnaître que la majorité des Français **VEULENT QUE CELA CHANGE**.

Maintenant sont-ils d'accord pour dire comment cela doit changer, c'est une autre histoire, car, ainsi que nous l'avons écrit, la question n'était pas posée avec la netteté nécessaire... C'est ainsi que nombre de candidats élus avaient inscrit dans leur programme la revalorisation des produits, sans se douter que cette revalorisation n'a d'autre but que d'augmenter les profits. Plus un produit a de la valeur, plus il y a de profit à l'échanger contre autre chose ; mais pour qu'il ait une valeur marchande, il faut qu'il ne soit pas trop abondant. Alors va-t-on continuer à créer artificiellement de la rareté pour faire renaître les profits ?

D'autres candidats élus ou réélus veulent augmenter la capacité d'achat des masses. Se doutent-ils que cette capacité d'achat est actuellement **créée par la production, laquelle est régie par le profit ?**

Presque tous se sont prononcés pour la défense du franc sans se douter que l'intangibilité du franc n'est nécessaire que dans le régime des comptes ..., bref dans le régime économique dont tout le monde se plaint mais dont personne ne veut sortir.

Tous veulent résorber le chômage sans se douter qu'il est la rançon de ce progrès technique que l'on célèbre à l'envi sans

se douter que **la diminution du travail humain est le but de toutes les applications scientifiques**. Qui donc a osé dire que le chômage de quelques uns devrait être transformé en loisir pour tous ?

Certes nous ne nous dissimulons pas la lourde tâche qui attend le gouvernement issu de la majorité de ceux qui veulent que ça change : et nous supposons qu'il se décidera bien à expliquer nettement au pays que la transformation qu'il espère ne peut pas résulter des errements d'autrefois.

Déjà on parle avec insistance d'un grand programme de travaux publics. Certes ceux-ci sont indispensables à la minute où l'initiative privée ne peut plus les entreprendre faute de profit. Mais si l'on espère les financer d'une manière orthodoxe, nous ne voyons pas bien comment on y parviendra. Aucun pays jusqu'ici n'a pu réveiller l'activité économique sans des entorses répétées au régime basé sur les échanges ... Les prédécesseurs du nouveau gouvernement furent contraints de s'engager dans cette voie car ils n'avaient réussi ni à équilibrer le budget, ni à empêcher l'or de sortir des caves de la Banque de France...

L'orthodoxie pratiquée par les orthodoxes a fait faillite.

Nous ne supposons pas que ceux qui veulent que cela change vont nous ramener à l'orthodoxie.

De sorte qu'il faut leur faire confiance en tenant compte des difficultés qu'ils ont à vaincre et qui, en grande partie, proviennent d'un corps électoral insuffisamment renseigné sur l'étendue de la transformation qu'il réclame. J. D.

Lettre à Léon Blum

*Vous avez prononcé, mon cher Président, dimanche à Narbonne, un discours dont la presse a donné de larges extraits. Peut-être n'a-t-elle pas fait une place bien grande au passage où vous avez déclaré en substance, que le **régime actuel, même en pleine reprise économique, ne parviendrait jamais plus à résorber la totalité des chômeurs.***

Mais ces mots, nous les relevons comme il convient, car ils sont la reconnaissance de la thèse que mes amis et moi défendons depuis longtemps contre vents et marées, contre l'indifférence des uns et la stupidité des autres.

Vos paroles annoncent une politique nouvelle, car enfin, si ce régime, même en pleine effervescence économique, est dans l'impossibilité de résorber tous les chômeurs, c'est que le chômage, aujourd'hui, n'est plus l'accident d'autrefois. : il a une cause normale qui vient de surgir dans les sociétés remarquablement outillées ; il est la rançon du progrès des techniques; il est la conséquence de la grande relève des hommes par la science.

Mais alors ? Alors, il va croître, sans arrêt, puisque les chercheurs sont toujours au travail et que les applications scientifiques, sous l'aiguillon de la concurrence, vont augmenter sans cesse cette masse de loisirs collectifs dont un régime inepte accable individuellement des malheureux.

C'est donc une transformation complète de l'ordre social qui s'impose si nous ne voulons pas que la misère des uns, par la paralysie des échanges qu'elle provoque, n'amène la ruine de toutes les classes sociales, même de celles qui se croient privilégiées, sous prétexte qu'elles ont encore soit du travail, soit le moyen de vivre du travail des autres.

* * *

Vous avez certainement gardé le souvenir du déjeuner que nous fîmes ensemble, chez des amis communs, quelques jours avant les dernières élections. Vous ne l'avez pas oublié, puisque j'étais le seul à vous prédire le succès que vous étiez à la veille de remporter. J'eus l'honneur de vous exposer la thèse que nous défendons inlassablement et continuerons à défendre envers et contre tous. Elle forme un tout, alors que votre discours n'en est que la préface.

Mais puisque vous lui donnez enfin une adhésion dont l'éclat se mesure au peu de publicité que lui donne la grande presse, il ne suffit pas de saluer un drapeau, il faut le suivre, car il nous conduirait tous, derrière vous, dans cette nouvelle ère de l'abondance que nient encore ceux qui, hypnotisés par le passé, tournent malhonnêtement le dos à l'avenir.

Certes, nous connaissons les difficultés de votre tâche; nous savons que vous faites la politique, non de vos idées, mais d'un groupement d'idées disparates dont est sorti le programme le plus contradictoire qui se puisse concevoir.

Mais un chef doit montrer le chemin; ce n'est pas à lui de suivre ses troupes, car un référendum populaire ne peut être que l'écho d'intérêts particuliers que le régime dresse les uns contre les autres dans un antagonisme qui mène droit à la guerre civile. Aujourd'hui, c'est l'intérêt général qui doit prévaloir ; il se chargera de satisfaire à satiété tous les intérêts particuliers.

C'est donc qu'il ne faut pas faire une dernière expérience dans le régime. Alors quoi, vous n'ajouteriez qu'une rallonge à l'expérience Doumergue ? Mon cher Président, vous valez mieux que ça.

Jacques DUBOIN

1938



L'ABONDANCE

LA GRANDE RELEVÉ DU JOURNAL "PAR LA SCIENCE"

Directeur : Jacques DUBOIN

10, rue de Valenciennes - 105 00 Paris

10, rue de Valenciennes - 105 00 Paris

10, rue de Valenciennes - 105 00 Paris

La misère
dans
l'abondance
est le
plus odieux
et le
plus caractéristique
des crimes

LA PAIX NE PEUT S'ÉDIFIER QUE DANS L'ABONDANCE

N°63, 25 septembre 1938

par Jacques DUBOIN

1938 ! La grande presse de tous les pays s'écriait, il y a quinze jours : le monde s'inquiète de la récolte pléthorique du blé ! Et on nous exposait gravement que le blé était en excédent dans tous les pays producteurs[...]. Horreur ! L'Institut International d'Agriculture estime que la récolte mondiale de blé en 1938 dépassera non seulement et de beaucoup celle de 1937, mais encore les meilleures de toutes les années précédentes. Qu'on n'oublie pas que partout des mesures de restriction avaient été prises et qu'on avait diminué obligatoirement les emblavements dans le monde. Rien n'y a fait [...]. Même en France, nos bons économistes officiels déplorent l'existence de 20 millions de quintaux excédentaires. On va les transformer en essence.

1938 ! La guerre rôde partout. Au lieu de se réjouir tous en chœur de n'avoir jamais été plus riches et d'avoir enfin vaincu la disette, les hommes, après avoir engrangé une quantité inusitée d'excellent froment, se hâtent aux frontières. On va les armer pour s'entre-tuer. Ils vont assassiner femmes et enfants dans les pays voisins et on en fera autant chez eux ; ils vont détruire le fruit du travail de toutes les générations. Voilà des siècles qu'ils édifient le plus gigantesque outillage économique et [...] voilà qu'ils s'apprêtent à tout briser en se livrant à un carnage qui, lui aussi, battra tous les records connus...

Est-ce possible ? Oui, c'est possible ; c'est même inévitable si les hommes ne veulent pas consentir enfin à se distribuer tout ce qu'ils produisent d'utile au lieu de se distribuer la mort.

Et pourquoi ne peuvent-ils pas se distribuer les choses utiles qu'ils créent aujourd'hui en aussi grande quantité que leurs besoins l'exigent ?

Tout simplement parce qu'ils ne veulent pas transformer leur code social qui fonctionnait tant bien que mal aux temps de la disette, mais qui ne fonctionne plus du tout au temps de l'abondance.

Et ces malheureux veulent tous la paix ! Mais ils ont la faiblesse de croire qu'elle s'instaurera toute seule sans le petit effort que tous doivent accomplir pour s'adapter à une situation entièrement nouvelle et pour laquelle il est vain d'aller chercher des précédents dans l'Histoire. Il n'y en a pas.

Résumons le problème, une fois de plus [...].

Autrefois [...] chacun trouvait à peu près son compte [...dans l'échange marchand entre matières premières et produits finis...]. Pour se procurer ce qui leur est indispensable, les pays industriels se sont servi de leur or tant qu'ils en ont eu [...]. Personne ne voit

donc, parmi les dirigeants de tous les pays, que tous ces expédients sont aujourd'hui sans effet et que la situation s'aggrave de jour en jour? La misère gagne tous les pays, aussi bien ceux qui n'ont pas de matières premières que ceux qui en regorgent et les détruisent. La vieille machine connue sous le nom de commerce international ne fonctionne plus [...].

Une seule solution : c'est de faire distribuer gratuitement, par un organisme international, l'excédent de ce que chaque nation peut produire en abondance, qu'il s'agisse de produits fabriqués ou de matières premières. Oh, ne haussez pas les épaules, cher lecteur. Ne se propose-t-on pas déjà de distribuer gratuitement, de l'autre côté de la frontière les gaz, les obus, les torpilles, et autres engins de mort que les pays fabriquent sans arrêt en se ruinant ? Et cette distribution de mort, je vous assure qu'on la souhaite vraiment gratuite, c'est-à-dire sans aucune contrepartie, si possible, de la part des destinataires.

Quant à l'organisme à créer, il existe déjà et il suffit de remanier sa charte constitutive : c'est la Société des Nations. Jusqu'ici, elle n'est pas une société, car, au sens juridique du mot, la société est un être distinct auquel des associés viennent apporter quelque chose qui leur appartient et dont ils se dépouillent en sa faveur. Or, les nations faisant partie de la Société des Nations, n'ont rien apporté du tout. Elles ont conservé jalousement l'intégralité de leur souveraineté. [...]

Il faut donc donner à Genève un rôle économique qui lui permettra ensuite d'unir réellement les peuples sur le plan politique [...]. Ce serait le moyen de faire entrer toutes les nations dans un véritable organisme international, où chaque pays apporterait le surplus de ce qu'il ne peut plus écouler normalement. cet apport, consenti au nom de la paix mondiale, assurerait à chaque peuple la possibilité de vivre décemment des fruits de la coopération de tous [...]et ceci dit pour ceux qui ne se préoccupent que des questions de gros sous, cela ne coûterait pas mille millions par jour. Je le répète : c'est folie de demander des sacrifices aux Tchécoslovaques, aux Éthiopiens, aux Chinois. C'est à tous les hommes qu'ils faut demander le sacrifice de leurs préjugés, de leur régime de comptes, de leurs mesquins profits qui s'effondrent. Ou l'abondance pour tous, ou la misère pour chacun : voilà le dilemme qui se pose aux hommes de 1938.

Mais qu'ils sachent bien que guerre ou pas guerre, le régime des échanges individuels est mort. Il serait absurde de le suivre au tombeau.

La Grande Relève a une rubrique "au fil des jours" qui pique dans l'actualité faits marquants ou discours officiels et les commente :

N°63, 25 septembre 1938 Les gens que l'on appelle les Allemands des Sudètes ont éprouvé depuis peu le désir frénétique de devenir hitlériens. C'est assez curieux [...], il faut remonter de sept siècles et demi dans le temps pour trouver des habitants des Sudètes faisant partie de l'Empire germanique [...]. Ce besoin bizarre ne s'est manifesté qu'après que les Autrichiens ne fussent devenus hitlériens [...]. On porta donc la question sur le plan diplomatique [...]. Mais l'un des diplomates avait eu soin de mettre sa puissante armée sur le pied de guerre en racontant qu'il procédait à quelques manœuvres ordinaires. Puis le même diplomate fit entendre à Nuremberg un discours fort clair : ou l'on ferait ce qu'il voulait, ou il entraînait en force en Tchécoslovaquie.

Devant cette menace de guerre, il faut bien reconnaître que les pays démocratiques n'ont pas réagi d'une manière bien courageuse [...]. L'homme le plus pacifique est bien obligé de se défendre si on l'attaque [...]. En réalité, si l'on ne se porte pas au secours d'un allié lorsqu'il est attaqué, on renie simplement la parole donnée [...]. Et à lire et à entendre certains hommes politiques français, on n'en a que plus d'admiration pour les Américains venus se battre à nos côtés au cours de la dernière guerre, alors qu'aucun traité ne les y obligeait [...]. Les voyages formant la jeunesse, M.Chamberlain s'envola pour l'Allemagne. On nous a dit qu'il allait renseigner le führer sur les intentions de l'Angleterre en cas de conflit. Il revint fixé surtout sur les intentions de l'Allemagne [...]. Alors les démocraties traitèrent la Tchécoslovaquie comme elles ont l'habitude de traiter leurs embarras financiers. On dévaluerait la Tchécoslovaquie. Elle serait amputée de sa frontière naturelle et de ses fortifications. En échange, on lui offrirait le tiers consolidé, c'est-à-dire qu'on lui garantirait le reste [...].

Mais qui garantirait le reste ? Les puissances qui prétendaient garantir le tout ? D'ailleurs une combinaison aussi ridi-

cule ne pouvait déjà plus être proposée. Entre temps, on finissait par s'apercevoir que les Allemands des Sudètes n'étaient qu'un...prétexpte [...].Ce magnifique recul stratégique, élaboré dimanche dernier à Londres, devait permettre dans l'esprit de ses auteurs de résister beaucoup mieux en cas de guerre...M.Chamberlain fait un second voyage pour rendre compte que les ordres ont été fidèlement et rapidement exécutés. Il va en recevoir d'autres qui lui paraîtront, nous l'espérons du moins, plus délicats à transmettre aux malheureux Tchécoslovaques, puisqu'il va s'agir tout simplement de leur disparition.

Le plus tragique, c'est que ni le peuple français, ni le peuple anglais, ni le peuple allemand, ni le peuple italien ne veulent se battre. Mais comme tous ces peuples tolèrent des armements à outrance, il y a gros à parier qu'ils seront bien obligés de s'en servir.

Surtout s'ils continuent à tourner le dos à la seule solution qui leur assurerait la paix éternelle : la distribution des produits utiles à la vie remplaçant la distribution de ceux qui sèment la mort.

Car il est fou de s'imaginer que la paix va s'installer sans qu'on ne fasse rien pour elle, et simplement parce qu'on aura braillé qu'on est pacifique ! Elle ne s'établira pas en demandant des sacrifices aux Tchécoslovaques[...] c'est aux bénéficiaires de la rareté qu'il faut en exiger. On n'est pacifique que si l'on est partisan de l'abondance pour tous les peuples. A ce moment-là, la question de puissance nationale ne se pose plus, ni celle du prestige national, ni celle des frontières, ni celle des races, ni celle des religions.

Et les hommes n'ont plus à remettre leur sort et celui de leur famille à un dictateur.

Toute la question est donc de savoir si les hommes comprendront avant ou après le carnage. Mais qu'on se hâte, car la guerre rôde, même pour les pacifiques.

N°67, 24 janvier 1939 Rentrée du Sénat : M. Damecour préside et déverse sur ses auditeurs tous les lieux communs : retour à la confiance, retour de l'or, redressement définitif, hausse de la Bourse, etc. Pas un traître mot sur la misère qui grandit [...].

Rentrée de la Chambre : M. Édouard Herriot a fait un beau discours. Toute l'habileté de ce tribun consistant à placer un adjectif inattendu à côté d'un mot usuel, il a, cette fois-ci, proclamé la nécessité d'une production héroïque ! Que diable cela peut-il bien vouloir signifier ? Est-ce une allusion à la production de guerre ? Mais on lui consacre déjà chaque année une somme égale à huit fois le budget de la France d'avant-guerre. Si cette production n'est pas encore assez héroïque, nous ne comprenons plus. S'agit-il de la production du blé ? M. Herriot [...] paraît ignorer que la Chambre ne vote que des lois pour raréfier des denrées : loi du 24/12/34 pour la dénaturation du blé,

loi du 16/4/35 ordonnant le massacre des bovins excédentaires, loi du 23/3/36 restreignant la fabrication des chaussures, et bien d'autres limitant la culture des betteraves, des agrumes, des tomates, etc. M. Herriot ignore le décret-loi du 30/3/35 ordonnant l'arrachage de vignes, celui du 30/10/35 limitant la mouture de la farine, celui du 30/10/35 limitant l'industrie de la soie, celui du 21/11/35 et celui du 24/5/38 limitant la pêche maritime [...], celui du 30/11/38 contingentant les récoltes de chicorée, celui du 9/3/38 sur le rhum, celui du 17/6/38 organisant la distillation du blé aux frais des automobilistes, celui du 17/6/38 limitant la mouture de la semoule, celui du 23/12/37 et du 17/5/38 transformant en alcool le vin excédentaire, tous les décrets interdisant l'entrée des produits étrangers, etc. Tant que M.Herriot n'aura pas dénoncé ces folies, nous hausserons les épaules quand il nous parlera de production héroïque.

Relevons quelques mots de l'éditorial de J.Duboin de ce même numéro, intitulé "Les temps sont proches"

Depuis 10 ans, l'équilibre est définitivement rompu entre l'offre des marchandises et de la demande solvable. La preuve en est qu'on réduit la production par tous les moyens légaux et illégaux, aussi bien chez nous que dans tous les pays modernement équipés.

Au lieu d'accepter le fait, et réaliser les réformes de structure qui s'imposent pour que tout le monde vive dans le bien-être, on s'entête à conserver le beau régime capitaliste, alors qu'il ne peut subsister momentanément qu'en fabriquant des armements à outrance.

Car je vous supplie d'écouter ceci : en régime capitaliste la production étant la source de tous les revenus, et cette source n'étant plus assez abondante pour **acheter** les produits offerts, quel est le problème à résoudre ? Il consiste à trouver une production nouvelle, créant elle aussi des revenus, mais dont les produits n'iront pas augmenter le stock de ceux qui sont déjà sans acheteur.

Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez que les armements pour répondre à cette double condition.

La seconde Guerre mondiale éclate quelques mois plus tard...

mais dès juin 1945 la *Grande Relève* reparaît :

GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

AUX MILITANTS DE L'ABON-

N°1, nouvelle série, 1er juin 1945

Il peut paraître paradoxal de parler de l'abondance à nos contemporains quand tant d'entre eux sont sous-alimentés. On se fait moquer de soi, m'écrit un camarade, car personne ne peut y croire.

Y croyait-on davantage avant la guerre ? Et pourtant nous avons maintenant la preuve qu'elle était très supérieure à ce que nous disions. Réfléchissons un instant :

180 millions d'hommes et de femmes ont été mobilisés. Leur unique occupation a été de fabriquer du matériel de guerre et de s'en servir pour tout détruire. Pendant soixante dix huit mois, ils se sont livrés à cette sinistre besogne et l'humanité n'est pas morte de faim. Fallait-il que l'abondance fut considérable ! Qui fera le compte des milliers de navires chargés de victuailles qui furent envoyés au fond de la mer, et des innombrables pétroliers qui allèrent les rejoindre; et des immenses stocks d'essence qu'on a fait sauter; et des montagnes d'approvisionnements de tous genres qui ont été anéanties par les bombardements, les incendies et les inondations; et des cultures ravagées et du bétail décimé par ces armées motorisées se battant sur des milliers et de milliers de kilomètres ?

En fait, l'abondance a été détournée de ses fins naturelles pour s'épanouir dans la fabrication en série des navires de guerre, des avions, des mitrailleuses, des explosifs, etc. Ce sont les engins de mort qui ont absorbé l'énergie qu'on ne pouvait plus vendre.

Mais voici des esprits forts qui grognent : attendez au moins que l'abondance utile soit revenue avant de nous parler de vos réformes. Il faudrait tout de même s'entendre : De l'abondance utile, nous n'avons guère connu que le potentiel, car, dès qu'elle apparaissait, on s'empressait de la détruire en affirmant que c'était de la sur-production. Les trusts ont-ils jamais eu d'autre objet que de faire disparaître la concurrence qui les gêne, et de raréfier les produits ? Et ce même but n'est-il pas poursuivi par ces ententes industrielles qu'on voudrait faire renaître ? Ne se souvient-on déjà plus que tous les gouvernements (celui de la Russie excepté), se réunissaient en conférences internationales pour limiter les emblavures de blé, les plantations de caoutchouc, de cannes à sucre, de betteraves, etc. Qu'en France, on dénaturait légalement du blé, on arrachait obligatoirement des vignes, on restreignait la pêche du poisson, la fabrication des chaussures et d'autres produits de première nécessité ?

Est-on vraiment sûr que la guerre et ses destructions massives ont supprimé pour longtemps toute possibilité d'abondance des choses utiles ? En France, les gens qui pouvaient s'adresser au marché noir n'ont pas manqué de grand chose; à la campagne, beaucoup de paysans

n'ont pas eu trop à se plaindre; et si les citoyens ont souffert, c'est peut-être plus de la désorganisation des transports que de la pénurie des produits alimentaires. Malgré le cataclysme qui s'est abattu sur la terre, l'abondance est toujours là; oh ! ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Société des Nations qui l'écrit dans son dernier rapport : les stocks visibles de blé représentent plus du double de la moyenne des cinq années antérieures à la guerre; les stocks de coton sont supérieurs à ceux d'avant-guerre malgré la consommation exceptionnelle de pneus et d'explosifs; les stocks de laine ont sextuplé. Voilà, il me semble, des constatations qui devraient nous rassurer. Qu'en pensent ceux qui ne savent que nous traiter d'utopistes ?

*En vérité, la guerre a fait faire aux techniques d'immenses progrès. Pour fabriquer le matériel réclamé par les gigantesques armées modernes, comme aussi pour les doter d'énormes approvisionnements et de rapides moyens de transports, elle a posé des problèmes de masse qui ont été résolus. De plus, quand 180 millions de travailleurs manquent à la production du temps de paix, c'est le plus souvent par des machines qu'on les remplace. On créera donc demain plus de richesses qu'hier, d'où nécessité de réformes de structure pour que tout le monde puisse en profiter. En effet, **quand les hommes constitués en dignité, escortés de leurs économistes distingués et de leurs experts, confient à toutes les ondes de l'atmosphère que plus on travaillera, plus la part de chacun sera grosse, ils se trompent et nous trompent grossièrement.** Voilà ce qu'il faut répéter inlassablement, même si cette évidence est désagréable pour tant de nos compatriotes. **Demain, comme hier, la capacité de production dépassera la capacité d'achat.** Si donc on persiste dans le régime économique et social actuel, techniciens, ouvriers, employés auront beau se donner du mal et travailler d'arrache-pied, ils n'en seront pas plus riches, car la loi d'airain jouera inexorablement contre eux, puis on les congédiera dès que les produits abonderont. N'a-t-on pas refusé du travail aux 40 millions de chômeurs des nations capitalistes sous prétexte qu'on avait déjà produit trop de tout ?*

Ils retrouveront leur misère du temps où l'abondance existait... Peut-être leur laissera-t-on la liberté; mais c'est un maigre cadeau pour ceux dont l'existence dépend du profit que d'autres trouvent à ce qu'ils vivent.

* **

Et les réparations. Nous en reparlerons si le hasard permettrait de les financer. Pour l'instant, mettons-nous bien dans la tête que l'abondance tient plus encore aux techniciens dont se sert la production qu'aux moyens dont elle dispose. Si certains moyens ont disparu ou sont endommagés, les techniques demeurent en progressant, et elles permettent les plus splendides réalisations.

Nous sommes maintenant entrés dans la période bénie des économistes que l'on appelle les "Trente Glorieuses". Officiellement, il n'y a presque pas de chômage, mais pour certains la misère existe toujours. On les appelle les «économiquement faibles».

Au cours d'un hiver particulièrement rigoureux, un prêtre, l'abbé Pierre (déjà lui), essaie de secouer l'opinion publique pour apporter de l'aide aux sans-abri. (On a vu qu'il a dû reprendre du service récemment, ce qui prouve que nos gouvernants successifs n'ont pas encore trouvé la bonne solution !)

La *Grande Relève* explique que ce n'est pas en cherchant à retrouver un impossible plein emploi que l'on résoudra le problème de la misère dans l'abondance.

A titre d'exemple, les extraits ci-dessous de deux éditoriaux de Jacques Duboin font clairement ressortir l'ampleur des changements de structure et de mentalité à effectuer. Nous les avons agrémentés de quelques commentaires qui en montrent l'actualité.

Grande Relève

REVUE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET GÉNÉRALISÉE DE LA C.F.C.E.
N°148, nouvelle série, 22 novembre 1952

TOTALE INCOMPREHENSION

1. J. Duboin définit ici ce que les sociologues modernes ont baptisé "travail contraint"

2. Pourtant, c'est encore cette idée que l'on retrouve enfouie dans le subconscient de certains quand ils parlent de "freiner la substitution du capital au travail".

3. Comment faut-il qualifier ceux, nombreux aujourd'hui encore, qui prônent le développement des investissements productifs pour créer des emplois ?

Supposez deux pays ayant égale population et mêmes richesses naturelles. Tous deux produisent chaque année la même quantité de biens de toute nature. Mais tandis que le premier y a employé tous ses travailleurs, le second, grâce à son équipement, n'a eu besoin que de la moitié seulement. Sans conteste, le second est économiquement beaucoup plus développé que le premier, mais il compte un grand nombre de chômeurs : est-ce la faute de son bel outillage ou celle de sa mauvaise structure économique ?

C'est la faute à cette dernière, direz-vous, car elle est restée celle de l'artisanat. Ce pays en est d'ailleurs immédiatement puni par la mévente, conséquence inéluctable d'une répartition ridicule.

Le chômage n'est un mal que dans notre régime économique actuel, car il plonge le travailleur et sa famille dans une affreuse détresse ; mais, puisque c'est la perfection de nos moyens de production qui engendre le chômage, celui-ci est un bien, car il est la preuve que nous produisons plus de richesses avec moins de travail humain. Le chômage dans les pays outillés d'une façon moderne, n'est que la conséquence de la loi du moindre effort qui régit l'humanité...

**

A ceux qui désirent quelques précisions, je pose une seule question : l'objet de la production est-il de fournir des produits aux hommes ou de leur procurer du travail ? De toute évidence, il est de leur fournir des produits. *Le travail n'est pas une fin mais un moyen.* La fameuse loi sacrée du travail n'a jamais été inventée que pour les esclaves, les hommes

"libres" n'ayant jamais hésité à s'en affranchir à la première occasion et par tous les moyens. Qu'on m'entende : je parle ici *du travail obligatoire¹ exigé pour gagner sa vie, et non du travail volontaire qui est un moyen d'employer agréablement ses loisirs.*

En conséquence, se creuser la cervelle, comme on le fait aujourd'hui, pour trouver aux hommes des "occasions de travail" est une ineptie monumentale puisque rien n'est plus facile : il suffit de supprimer les machines !^{2...}

Et que le lecteur ne suppose pas que cette idée de supprimer les machines n'a jamais germé dans la tête de quelque imbécile ni n'a été partiellement exécutée. Dans certains travaux de terrassement, entrepris tout de suite après la guerre, une circulaire a prescrit de ne pas utiliser d'excavatrice. Hier encore, les centrales ouvrières d'Italie exigeaient qu'elles fussent proscrites dans ceux destinés à calfater les débordements du Pô. Il fallait "résorber" les chômeurs en les armant de pelles et de pioches, bientôt de petites cuillers quand ils deviendront trop nombreux. Pendant ce temps, les appareils mécaniques, au repos, jouissent de confortables et bien-faisants loisirs !

**

Au lieu de chercher du travail pour les hommes, l'intelligence consiste au contraire à leur en supprimer...

C'est à cette condition seule qu'on augmente la productivité³ ! Mais notre humanité est tombée si bas qu'alors qu'elle cherche le lundi, le mercredi et le vendredi à faire dispa-

4. C'est un problème qui reste d'une actualité brûlante.

raître le travail humain, elle fait l'impossible le mardi, le jeudi et le samedi pour en découvrir. Peu importe qu'il soit inutile, stupide, et

Avant la guerre, certain maire d'une commune du Nord, entendant réaliser le plein emploi dans sa commune eut une idée géniale : l'arroseuse municipale étant trainée par deux chevaux, il les fit remplacer par des chômeurs et les chevaux jouirent du plaisir de l'écurie... Mais un maire du pays de Galles a fait mieux : l'horloge municipale s'étant détraquée, il fit l'économie de la réparation en chargeant des chômeurs, armés d'une gaule, d'avancer la grande aiguille toutes les minutes.

même néfaste comme quand il consiste à fabriquer des armements.

Le souci du «plein-emploi», né d'une aberration de Keynes, est devenu le souci majeur des économistes classiques depuis l'apparition du chômage technologique.

C'est simple paresse d'esprit, car c'est perpétuer le douloureux paradoxe de *l'homme inventant une machine pour travailler à sa place mais qui ne travaille pas pour lui*. Voilà la vraie politique de la facilité, car elle permet d'esquiver les vrais problèmes de l'heure : celui de l'éducation et celui des loisirs⁴.

N°165, nouvelle série, 21 mars 1953

L'OBSESSION DU PLEIN EMPLOI

1. Les "occasions de travail", ça ne vous fait pas penser aux "petits boulots" et autres "emplois de proximité" actuels ?

2. L'expérience américaine actuelle nous montre qu'il y a un nombre croissant de personnes vivant dans la pauvreté tout en ayant un travail. C'est aussi ce qui est en train d'arriver en France avec l'instauration de nouvelles règles de comptabilisation du chômage, qui ne prennent plus en compte les gens ayant travaillé quelques heures par semaine.

3. C'est la "fracture sociale" d'aujourd'hui.

4. On le constate maintenant à un degré jamais atteint jusqu'ici (cf. Le Monde, Initiatives, "La difficulté d'être jeune", du 25-10-95).

Depuis l'apparition du chômage massif, le "plein emploi" est devenu le souci majeur de tous les économistes, qu'ils soient de droite ou de gauche. C'est pour eux une véritable obsession. Ces Messieurs négligent simplement d'observer que ce chômage croissant coïncide avec une production exceptionnellement forte, qu'on cherche désespérément pour elle des débouchés. Est-ce que les vitrines et les étalages en ville et à la campagne ne débordent pas de produits de tous genres ? Et n'est-ce pas parce que les stocks s'accumulent chez les commerçants que les producteurs sont obligés de ralentir leur activité, quitte à licencier du personnel, ce qui aggrave le chômage ? Il existe donc simultanément des chômeurs et les produits dont ils ont besoin pour vivre, mais on leur refuse ces derniers sous prétexte qu'ils n'ont pas participé à leur production. Et plutôt que de les leur distribuer à eux et aux "économiquement faibles" on préfère "assainir les marchés" en y faisant le vide, tandis qu'on s'efforce de découvrir des "occasions de travail"¹ pour les chômeurs...

A remarquer que tous les partis politiques, sans exception, inscrivent le "plein emploi" dans leur programme. A leurs yeux, l'emploi doit mettre à l'abri de la misère conséquence du chômage²! C'est la preuve que tous les partis politiques tournent dans un cercle vicieux, aucun ne proposant une réforme de structure pour mettre un terme à une véritable décomposition sociale³.

Car enfin **le chômage n'est un mal que dans notre système économique actuel**. Du moment, en effet, que c'est le perfectionnement de nos moyens de production qui l'engendre, le chômage est un bien puisqu'il prouve que nous produisons

plus avec moins d'effort humain...

Quand comprendra-t-on que le travail n'est pas une fin mais un moyen ? Et qu'il n'y a aucun mérite à procurer du travail aux hommes ? **Le problème consiste à leur procurer des produits pour vivre et des loisirs pour se perfectionner**, la civilisation n'ayant jamais eu d'autre objectif.

Tant qu'on ne se rendra pas à cette évidence, les occasions de travail qu'on découvrira pour les hommes, seront le plus souvent des occasions de loisirs pour les machines, ce qui est d'une imbécillité sans nom...

A moins de se boucher les yeux, on s'aperçoit que l'homme ou la femme qui, à 45 ans, perdent leur emploi, ont toutes les peines du monde à en découvrir un autre : ils sont déjà trop vieux expliquent (?) les employeurs. Quant aux jeunes, ils piétinent à l'entrée des carrières et des professions. Voilà un phénomène qui ne peut que s'aggraver⁴. **Le travail humain est un facteur décroissant de la production** ; il ne devient plus qu'une des activités de l'individu dont l'importance tend continuellement à diminuer... l'homme a d'autres fonctions que la fonction économique : **il n'est pas condamné aux travaux forcés à perpétuité** !...

Le "plein emploi" est donc une vieille formule qui n'a jamais été valable que dans les siècles de pré-civilisation. Aujourd'hui, le plein emploi ne peut se concevoir que si le travail est fourni par roulement. Il devient alors le **Service Social** qu'implique l'économie distributive.

En suivant l'ordre chronologique, nous avons privilégié la reproduction d'articles critiques, alors que le mouvement d'idées dont la *Grande Relève* est le porte-parole, se distingue justement par ses propositions constructives, réunies sous le nom d'*économie distributive*. Seuls les grands principes peuvent en être fixés : droit reconnu à tous les citoyens de recevoir régulièrement un revenu gagé sur la production, à l'aide d'une monnaie de consommation, tous les citoyens ayant le devoir de participer aux tâches communes. Les détails relèvent évidemment d'une consultation démocratique de la population concernée.

La plupart des économistes refusent tout simplement d'envisager une telle organisation de la société. Il y a pourtant des exceptions :

Grande Relève

Administrateur : le P.M.U.
Commissaire : J. Loubet
Directeur : Jacques Duboin

POUR UNE ÉCONOMIE DE L'ABONDANCE

N°239 nouvelle série 9 octobre 1954 Quant, aux environs de 1932-1935, mon ami Jacques Duboin, avec ses livres aux titres parlants — *Nous faisons fausse route* (1932), *La grande relève des hommes par la machine* (1932), *La grande révolution qui vient* (1934) et son délicieux *Kou l'Ahuri ou la misère dans l'abondance* (1935) — entreprenait sa campagne, qui n'a plus cessé depuis lors, pour l'économie de l'abondance, il ne manquait pas d'économistes orthodoxes et patentés pour dénoncer ce malheureux, que l'on affectait de considérer un peu comme un fou du genre de Charles Fourier, cet autre fou illuminé du début du XIX^{ème} siècle, qui avait alors annoncé qu'il viendrait un jour où on partirait de Paris le matin pour aller déjeuner à Lyon et coucher à Marseille...Quelle folie!... en ce temps là. Aujourd'hui Jacques Duboin est bien près de connaître une revanche dans le genre de celle de Charles Fourier. Son économie de l'abondance, qu'il prédisait si courageusement, il y a plus de vingt ans, est

en train de se réaliser, ou, tout au moins, de s'imposer à l'intention de tous les techniciens et même de tous les hommes de la rue, comme nous, qui veulent bien regarder

par Étienne ANTONELLI

Professeur d'économie Politique
à la Faculté de Droit de Montpellier..

devant eux et non derrière. [...]Trois techniciens incontestés..., professeurs à l'École Polytechnique et à l'École des Ponts et Chaussées, viennent de publier une brochure intitulée *À la recherche du franc perdu* qui[...]peut conclure [...] : «*Il n'y a pas un problème des prix, un de l'équilibre du budget, un des salaires et un des œuvres sociales, un des sociétés nationalisées, un de la monnaie. C'est tout cela qu'il faut revoir simultanément!* » C'est toute une économie nouvelle qu'il faut bâtir si nous voulons répondre aux missions de l'économie de l'abondance. Ceci n'est pas de la politique. C'est plus. C'est du bon sens. N'est-ce pas, Jacques Duboin, mon ami ?

Je me suis permis de reproduire cet article paru le 23 septembre dans *Midi Libre* car j'étais sûr que nos lecteurs le liraient avec beaucoup d'intérêt. Beaucoup se rappellent qu'en sa qualité de Rapporteur du projet de loi sur les assurances sociales, Étienne Antonelli a livré à la Chambre un long et dur combat dont il est sorti victorieux. Les nombreux adversaires de cette mesure "révolutionnaire" multipliaient les amendements qui devaient diminuer sa portée et son efficacité. Mais Antonelli tint bon et c'est à lui qu'on doit une loi dont le principe, aujourd'hui, n'est plus contesté ouvertement par personne. Toutes les idées nouvelles — il le sait mieux que personne — commencent toujours par soulever la réprobation générale. Il paraît même que dans certaine ville au moyen âge, celui qui proposait quelque chose de neuf devait se présenter devant ses concitoyens avec un nœud coulant passé autour du cou. Ils n'avaient plus qu'à tirer la corde pour ne plus en entendre parler. Aujourd'hui on se borne à traiter les gens d'*utopistes*, ce qui dispense d'argumenter plus avant.

Jacques DUBOIN

L'économie distributive remet fondamentalement en cause la monnaie, sa nature-même et sa création, droit régalien arbitrairement abandonné par les gouvernements démocratiques. mais il s'agit là d'un sujet tabou, d'un domaine réservé que la plupart des gens n'osent même pas aborder, repoussés dès l'abord par le jargon employé par les "experts". La Grande Relève, au contraire, essaie d'initier le public à ces questions, parce qu'elles sont à la base de la vie économique, de la main mise de la finance sur le monde. Jacques Duboin y a consacré une série d'éditoriaux, dont la reproduction demanderait beaucoup trop de place ici. Mais il en a fait l'essentiel d'une brochure "*Pourquoi manquons-nous de crédits ?*" et de son dernier livre-testament "*Les Yeux ouverts*".

mai 68

Le malheur d'être jeune.

C'est le titre du beau livre que P.Vaillant-Couturier écrivait il y a juste un tiers de siècle. Qui se doute qu'il est encore d'une brûlante actualité ?

[...] P.Vaillant-Couturier souligne que la guerre de 14-18, comme toutes les guerres, avait fait progresser prodigieusement toutes les techniques, car dès qu'il s'agit de tuer, les gouvernements ne lésinent jamais sur la dépense. En conséquence, les classes "creuses" du point de vue militaire, étaient des classes "trop pleines" pour la production. Les jeunes se trouvaient donc être les premières victimes de l'abondance [...]. Il fait le tour de la situation : à la campagne, l'agriculture a trop de bras, elle n'a donc plus besoin de ceux des jeunes. Dans l'industrie, on élimine tous les travailleurs dont la machine fait le travail. Les grands magasins écrasent les petits commerçants qui licencient un grand nombre d'employés.

Mais voici qu'on déplore «la surproduction intellectuelle» et la grande misère des étudiants : ils étaient 29.377 en 1900, ils sont 65.000 en 1927. Dans l'enseignement 2.270 licenciés ès sciences ne trouvent aucun poste en 1935. De nombreux ingénieurs perdent leur emploi ; on se plaint déjà de l'insuffisance des laboratoires [...].

La seconde guerre mondiale dura un peu plus de cinq années ; cependant, grâce aux destructions, le chômage avait à peu près disparu, même aux Etats-Unis. A cet égard Eisenhower est formel : dans un discours prononcé à Preoria le 3 octobre 1952, il déclarait « **C'est la guerre et non le Fair deal** (la nouvelle donne de Roosevelt) **qui a permis de maintenir le degré élevé d'activité économique. Le fait évident est que la seule amélioration depuis 20 ans n'a eu lieu que pendant la période des cinq années qu'a duré la seconde guerre mondiale.** ».

Je le répète, est-ce assez clair ?

Et aujourd'hui ? On me permettra d'en référer encore au livre de P.Vaillant-Couturier, [...] citant Kérilis [...]. « **Les jeunes sont prêts à laisser éclater les colères qui grondent (sic)** » Il avait raison, mais ce sont ceux d'autres jeunes, ceux de 1968, qui finirent par se fâcher pour de bon. Personne ne peut nier que les jeunes s'agitent depuis quelques mois ; en particulier aux Etats-Unis, en Angleterre, au Brésil, en Pologne, au Japon, en Italie, en France, même en Espagne où on ne s'y attendait guère. Puis subitement une flambée de violences se produit en Allemagne fédérale dont le peuple a pourtant la réputation d'être très discipliné. Les cortèges d'étudiants se heurtent à Munich, à Cologne, à Hambourg, même à Berlin, à d'importantes forces de police, et chaque fois c'est la bagarre. Soudain un individu supposé être un ancien nazi, tire trois coups de revolver sur le leader des étudiants, Rudi Dutschke, surnommé le Rouge, il le blesse à la tête et à la poitrine. Aussitôt redoublent des violences et le sang coule, 600 étudiants sont arrêtés, dont le propre fils du vice-chancelier de l'Allemagne fédérale ! Inutile de dire l'émotion dans tout le pays. Le gouvernement, stupéfait, a même craint un moment que la situation ne devienne dramatique, révolutionnaire !

Nos grands quotidiens s'empressèrent de nous rassurer : il ne s'agit que d'une toute petite minorité d'agitateurs, «d'enragés» comme on dit à Nanterre. Et François-Poncet, notre ancien ambassadeur à Berlin, qui prétend connaître à fond la mentalité d'outre-

Rhin, écrit dans le *Figaro* : « **Les étudiants allemands aiment la révolte pour la révolte** » (sic) et de conclure « **Il appartient plutôt aux adultes de multiplier les contacts avec la jeunesse en colère, de se montrer à son égard indulgents et compréhensifs, de lui ouvrir les yeux sur l'avenir lamentable de réprouvée qu'elle se prépare, de séparer enfin, du milieu où ils se rejoignent, les bons éléments, qui sont les plus nombreux, des mauvais dont les intentions sont suspectes.** » (sic).

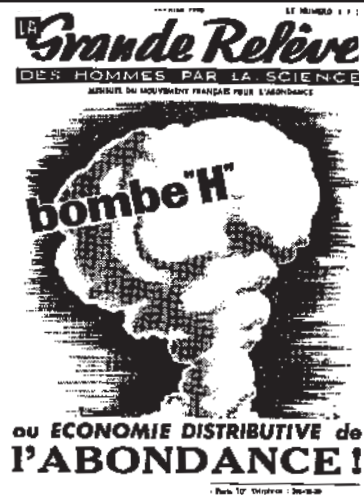
Et voilà, cherchons vite un responsable, Moscou ou Walter Ulbricht qui préside aux destinées de l'Allemagne de l'Est ? Son confrère Marcel Gabilly n'y va pas par quatre chemins : « **L'agitation estudiantine se développe sous les prétextes les plus divers d'une nation occidentale à une autre, mais elle répond indiscutablement aux mots d'ordre des éléments qui se réclament des idées dites de gauche. En remontant les filières ordinaires, on est donc amené à se poser la question habituelle : — qui ? — Moscou ? Pékin ? Voire Moscou et Pékin à la fois** »

Est-il possible d'écrire pareilles niaiseries ? Moscou et Pékin qui, dit-on, sont à couteaux tirés s'entendent pour duper les étudiants des différentes nations ? A quelle heure couche-t-on cet aimable plaisantin ?

Ainsi qu'il était facile de la prévoir, les étudiants parisiens se solidariseront avec leurs camarades allemands. Nouvelles violences le 4 mai à la Sorbonne : un sergent de ville blessé. Quant aux "enragés" ils s'en sont tirés avec des égratignures. Tout laisse à croire que cela recommencera.

Parlons sérieusement : qui peut croire que les étudiants de plusieurs nations se fâchent pour obtenir une réforme de leur enseignement, quand on sait que cet enseignement varie selon les nations ?

Le moment ne serait-il pas venu d'ouvrir les yeux ? Plus nous allons, plus les progrès techniques deviennent prodigieux, et moins la production réclame de travail humain. C'est ce que la *Grande Relève* s'efforce d'expliquer depuis 1934 ! Or lisez notre grande presse ; elle réclame indéfiniment le plein-emploi ; à cor et à cri comme si nous vivions au stade de l'artisanat ! N'est-ce pas imiter le geste inconsidéré de l'autruche qui cache sa tête dans le sable pour ne pas voir le danger ? Or le danger, c'est la colère des jeunes : ce sont eux qui mènent la lutte au bénéfice de tout le prolétariat...



L'auteur de cet éditorial avait alors 90 ans. Quelle lucidité, à côté de celle des journalistes patentés qu'il n'a jamais épargnés ! Ceci explique-t-il le peu d'audience que ceux-ci ont toujours accordé à la *Grande Relève* ? Ce journal, libre de ses propos car ne devant rien à aucun annonceur, les dérange.

Passons, faute de place, sur la suite de la collection, plus facile à trouver et mieux connue de nos lecteurs. *La Grande Relève* a toujours suivi au plus près l'actualité qui n'a cessé de lui apporter tant de confirmations. Les distributeurs ont observé la façon dont les sources de profit restantes ont été systématiquement accaparées par les milieux financiers et leurs manœuvres pour étendre leur domination à l'échelle mondiale. Ils ont ainsi dénoncé la mise à merci du tiers monde sous prétexte de "dettes". Ils ont souligné qu'alors que les dérèglements monétaires ont complètement libéré les mouvements financiers, ce qui permet de détourner les capitaux de l'économie réelle, des règles arbitraires sont imposées aux gouvernements nationaux par des institutions internationales qui n'obéissent qu'à leurs propres lois, celles du marché, et non pas à des décisions démocratiquement prises en vue de l'utilité publique. Ils ont par exemple montré la vraie nature du traité de Maastricht...

N°914

Maastricht, monnaie et pouvoir

L'enjeu de l'accord

[...]Sous-jacente au débat, la primauté des décisions monétaires sur le pouvoir des représentants des peuples. Notre soi-disant démocratie occidentale a couché de plus en plus nos gouvernants devant l'argent-roi. La grande mascarade des souverainetés nationales ne mobilise plus que quelques petits chefs et Marie-France Garaud. De leur côté, les rédacteurs européens font leur besogne pour essayer de réduire les dégâts. Même les détracteurs officiels de Maastricht ne

dénoncent pas la vraie menace : la libérale et souriante logique des porte-paroles du pouvoir financier ressemble aux machines rôdées des professionnels du crime. Elle ne nous craint pas encore, nous autres petits subversifs de la révolution du crédit, qui pourrions faire comprendre la nécessité de réviser les règles bancaires à la faveur du débat sur les accords[...]

P.V.

...qui ôte déjà au pouvoir politique la politique monétaire de la Banque de France.
C'est une véritable dictature qui s'est établie au plan mondial :

N°944

L'essentiel

Il y avait déjà des organismes mondiaux qui, passant pour être issus d'une volonté politique internationale, imposent la volonté des lobbies qui mènent les Etats-Unis : le FMI et la banque mondiale. Il y a en plus l'Organisation Mondiale du Commerce (responsable, entre autres de l'abandon des accords de Lomé conclus naguère pour favoriser le décollage économique de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

Pour l'Europe, il y a maintenant l'Institut monétaire européen (IME). On a mis en avant l'avantage d'une monnaie unique, supprimer la spéculation sur les changes... Mais, sous ce masque, les financiers qui ont fait Maastricht à leur usage ont établi des règles dites "critères de convergence" et l'IME dicte ainsi maintenant aux Etats quelle politique ils doivent suivre...

Toute cette dictature est docilement approuvée et distillée par des économistes et des "consultants" qu'on n'ose pas remettre en cause (R.Barre et les sommets économiques de la Trilatérale à Davos, A.Minc ...etc.)

Par-dessus le marché (si j'ose dire !) il y a désormais un orga-

nisme privé qui, à lui seul, a plus de puissance que les Etats. Cette super-puissance est une *agence de notation* : constituée de quelques personnes qui *mettent des notes* aux pays. Si elle met une mauvaise note à l'un, les capitaux le fuient et vont s'investir là où l'agence *Moody's* a mis une bonne note. Pourquoi les gouvernements sont-ils tous à la merci des financiers ?

Ils ont tous besoin d'argent, que ce soit pour financer leurs investissements ou pour solvabiliser leurs ressortissants exclus du marché du travail. Comme ils ont tous renoncé à leur droit régalien d'ouvrir eux-mêmes les crédits nécessaires, laissant ce privilège énorme à des banques, ils sont bien obligés de faire appel à des capitaux privés... Alors les gouvernements font passer, sous le mot de "contrainte extérieure", comme s'ils n'y pouvaient rien, l'impossibilité où ils se sont mis de maîtriser leur politique économique...

Allez expliquer à la *Moody's* que vous estimez nécessaire de maintenir la sécurité sociale ou autres acquis sociaux !

C'est ainsi que l'activité principale des gouvernements consiste à aider les entreprises privées (par exemple faire vendre des voitures, quitte à déplorer ensuite la pollution !). On détourne les services publics de leur vocation propre en exigeant maintenant qu'ils soient *rentables*, avant de les vendre au privé. Dans les pays qu'on dit démocratiques, la protection sociale avait fait des progrès et des dispositifs de redistribution institués pour tenter de diminuer "la fracture sociale". Ces besoins d'aide ne font qu'augmenter, mais le gouvernement Juppé va restreindre les dépenses publiques, tout en augmentant les impôts. Cette allégeance aux pouvoirs financiers était flagrante, hier 26 octobre, dans le discours télévisé de Chirac.

On s'aperçoit ainsi des limites de la REdistribution.

Jusqu'où ira la révolte des laissés-pour-compte du système à qui on tente de faire croire que c'est être conservateur que de défendre des acquis sociaux dans un pays riche comme la France ?

Et maintenant ?

Le constat fait par J.Duboin dès le début des années 30, devient chaque jour plus évident : ce qu'on appelle la crise, c'est la manifestation d'un changement de civilisation auquel les relations économiques, financières, sociales, doivent s'adapter, sous peine de catastrophe. Mais, alors que dans les autres domaines, l'opinion publique accepte le progrès, elle refuse d'envisager celui du système économique ! Ce n'est pas nouveau ! Les économistes ont d'abord essayé de tourner en ridicule les "abondancistes" qui dénonçaient les insupportables destructions de vivres et de produits divers alors que tant de gens manquaient de tout. Avec une formidable mauvaise foi, ils demandaient : « L'abondance ? Où ça ? Quelle abondance ? Vous ne voyez pas que vos belles machines créent la misère ? »

Il devenait ainsi facile d'utiliser ce terme d'abondancistes pour nous faire passer auprès de ceux qui n'avaient jamais pris la peine de s'informer aux sources, pour des espèces de productivistes à tout crin, prêts à piller la planète, ou pour des rêveurs imaginant qu'il est possible de donner à plus de dix milliards de gens le style de vie d'un riche Américain, et en plus, sans aucun effort en échange !

Pourtant, dès 1957, un médecin, le Dr A.Jeannin expliquait :

N° 428

Les économistes classiques ne voient pas que l'abondance consistera essentiellement en un bouleversement psychologique. On ne sera pas dans l'abondance quand la production permettra d'énormes gaspillages, quand chacun pourra changer de voiture deux fois par an, ou lorsque chacun

pourra faire le tour du monde pour ses vacances. On sera dans l'abondance par une modification de notre mentalité. L'abondance existera quand il y aura saturation mentale vis-à-vis des biens matériels, c'est à dire *lorsque le bonheur ne sera plus recherché dans l'originalité de la possession de produits superflus.*

Complétant cet aspect psychologique de l'économie distributive, les abondancistes se sont toujours attachés à en souligner l'aspect humain.

C'est ainsi qu'en 1990 a été faite la proposition d'un CONTRAT CIVIQUE :

N° 909

Pour une véritable démocratie

Peut-être est-ce l'énorme espoir que suscita l'arrivée de la gauche au pouvoir qui explique le désenchantement actuel. Beaucoup de gens pensaient alors que "ça allait changer" et s'aperçoivent aujourd'hui que les changements opérés (il y en a eu beaucoup et dans tous les domaines), ne sont pas suffisants.

Alors qu'il fallait tout changer, on a fait des réformes.

La réaction populaire est simple : elle consiste à conclure que tous les politiciens sont des incapables et des arrivistes. C'est d'ailleurs bien sur cette réaction simpliste que s'appuie Le Pen et sur laquelle il compte pour monter en puissance. Et le risque est gros qu'il y arrive.

Les distributistes ne tomberont pas dans le panneau. La gauche parvenue au sommet du pouvoir politique ne pouvait rien contre le pouvoir économique-financier, sinon le servir, ce qu'elle a fait, pour se maintenir. Et il en sera ainsi tant que l'opinion publique n'aura pas compris que le véritable pouvoir, le seul qui compte en fait, est d'ordre économique, et qu'il est entre les mains de ceux qui tiennent les rênes de la finance, c'est-à-dire des banques.

Le véritable et nécessaire changement passe par cette prise de conscience de la population, à tous les niveaux.

Le moyen de parvenir, sans révolution violente, au contrôle démocratique de l'économie, est l'établissement du contrat civique entre les citoyens d'une part et suivant l'envergure du projet, les collectivités locales, régionales, nationales ou

européennes.

Comme nous l'avons montré précédemment (1), ces contrats peuvent non seulement faire jaillir les initiatives individuelles ou collectives, développer le sens des responsabilités et favoriser les entreprises nécessaires, mais aussi aider à la prise de conscience des mécanismes financiers et par là même, constituer la transition vers l'économie distributive.

Que chacun fasse ainsi savoir ce qu'il est capable d'apporter aux autres, qu'il en explique l'utilité, qu'il définisse les moyens dont il a besoin pour atteindre ses objectifs, qu'il montre que ces moyens sont matériellement réalisables et qu'il fasse une évaluation du budget nécessaire. Du coup, apparaîtra clairement à tous où sont les freins qui bloquent, où sont prises les décisions économiques essentielles et où se situe la cause de l'état catastrophique dans lequel sont plongés les deux tiers de l'humanité qui souffrent de sous-développement alors que les moyens de leur procurer une vie décente sont désormais à portée.

La véritable démocratie ne réside pas uniquement dans le vote politique, le seul qui existe. Elle réside aussi dans un vote économique qu'il faut instituer au plus vite par le contrat civique.

M-L D

(1) Voir GR n° 901, 903 et 906, ce dernier contenant un questionnaire de réflexion ouvert à tous.

ouverte à la discussion, cette proposition est imaginable dès maintenant pour servir de transition.

... Etonnons-nous cependant, qu'en cette période troublée
où l'on déplore l'absence de grand projet de société,
les médias continuent à faire le silence sur l'économie distributive.
C'est pour eux devenu une habitude.

Il est édifiant, en effet, de constater à la lecture de la collection de la *Grande Relève*,
à quel point les décideurs, les hommes politiques, les experts en tout genre,
et par conséquent les médias qui font l'opinion,
ont peu évolué en 60 ans.

Leur façon d'appréhender les problèmes du chômage, des SDF,
de la protection sociale, de la production, etc. est toujours la même
parce qu'il leur est conceptuellement impossible de sortir de la rareté.

C'est qu'en effet la valeur, donc le profit, naît de la rareté.

Ils s'obstinent donc à vouloir sortir de la crise
avec des remèdes dont l'inefficacité est prouvée.

Bien sûr, la forme de leurs propositions change, les termes qu'ils emploient évoluent,
car les mots aussi suivent une mode

(la remontée du chômage au mois d'août 95 est qualifiée dans *Le Monde* "d'incident statistique"!).

Mais ce qui demeure, c'est la peur, c'est le refus de changer,
c'est l'impossibilité même d'entendre autre chose que ce qu'ils connaissent.

Je viens de recevoir de R-L Junod, écrivain suisse que je remercie ici, un travail qui explique
scientifiquement ce "mur du silence". Il s'agit d'une étude publiée par l'Institut de la méthode en août
dernier et menée par deux chercheurs, D.Favre, du Laboratoire de Modélisation de la Recherche
pédagogique de l'Université Montpellier II et P.Foucou, du Département de Gestion des Entreprises et
des Administrations de l'IUT de Montpellier.

Ces deux chercheurs ont assisté à un débat sur le thème "Pourquoi chômer ?"
au cours duquel R-L Junod a exposé nos thèses. La manière dont cette présentation a été accueillie et
traitée les a frappés. Donnons-leur la parole :

« La réaction des participants aux propos de R-L Junod semble illustrer ce qu'on observe souvent en science
et qui a été souligné par T.S.Kuhn¹ : face à un changement de paradigme, les tenants de l'ancien ne sont pas
sensibles aux caractéristiques du nouveau, ni à ce qui, dans le nouveau, réfute l'ancien. Nous invitons les lec-
teurs de ces lignes à lire ou relire les pages 49 à 53 de ce symposium de janvier 94 qui, selon nous, illustre
ce phénomène d'insensibilité. Un changement de paradigme nécessite le plus souvent de surmonter des "obs-
tacles épistémologiques", désignant selon Bachelard des représentations induites en particulier par les expé-
riences premières que nous avons associées à un concept. Cette notion d'obstacle permet de comprendre
pourquoi, par exemple, les médecins et les physiologistes européens du XVII^e et du XVIII^e siècle ont
"résisté" pendant 140 ans à la théorie d'Harvey sur la circulation sanguine² et permet de faire l'économie de
penser qu'ils ont pu présenter collectivement un déficit intellectuel pendant toute cette période.
Concernant les dysfonctionnements économiques actuellement observables, nous émettons l'hypothèse que
leurs effets, qui contribuent à plonger notre société dans un désarroi douloureux et anxiogène, n'ont pas seu-
lement une origine, et par là une solution, de nature économique mais de nature épistémologique. »

1 T.S.Kuhn, La structure des révolutions scientifiques, Flammarion, 1983.

2. Malgré le soutien de R.Descartes (cf. Enc. Universalis, vol.19, 1975, P.855).

Mais les conséquences du système de rareté vont-elles tenir encore 80 ans sans catastrophe définitive ?

Comme son premier numéro envoyé à 112 journaux,
nous allons envoyer ce numéro spécial de la *Grande Relève* à beaucoup de journalistes.

Les paris sont ouverts.

Un abonnement gratuit d'un an pour ceux qui devineront combien d'entre eux
vont être capables de sortir de leur "paradigme" !

M-L Duboin

Ce numéro spécial est le résultat d'un travail collectif. Je tiens à remercier tous ceux
qui y ont participé, et notamment, Lucien Bresler, Djémil Kessous et André Prime.